



Société Française de
Finances Publiques

Février 2020
n° 22
Troisième année

Billet bibliographique



« Dans nos bibliothèques au mois de janvier 2020 »

*Ce Billet bibliographique mensuel est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **janvier 2020**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues), soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet. Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.*

Ce Billet bibliographique gratuit est exclusivement réservé aux membres de la S.F.F.P., pour les informer de l'actualité doctrinale. Pour bénéficier de cette publication, il suffit d'adhérer à la S.F.F.P., en renvoyant le bulletin d'adhésion joint à cet envoi ou directement en ligne.

Ouvrages

- BAUCHARD Mathieu, *Emmanuel Macron et l'imposition de la richesse. La politique fiscale des hauts revenus et patrimoines entre 2017 et 2019*, L'Harmattan, coll. Logiques Juridiques, (janvier) 2020, 226 p.

La politique fiscale des hauts revenus et patrimoines, menée par Emmanuel Macron, articule les arguments économiques des théories de l'offre avec des arguments idéologiques reflétant une certaine conception de la méritocratie. Pour légitimer son atteinte à la progressivité du système fiscal, Emmanuel Macron promeut l'idéal d'une justice sociale « rétributive » du mérite de chacun par opposition à la justice « distributive » des revenus pour plus d'égalité. Néanmoins, les effets économiques de la réforme risquent de s'avérer médiocres, en particulier parce que la suppression de l'ISF a entraîné celle des niches qui incitaient à l'investissement productif. Célébrer le mérite en oubliant les origines socioéconomiques des individus ne pouvait entraîner que l'impopularité d'une réforme décriée par les Gilets jaunes. N'est-ce pas alors dans l'intérêt politique d'Emmanuel Macron qu'il faut chercher l'origine d'une réforme économiquement incertaine et socialement risquée ?

- COLLET Martin, *Droit fiscal*, P.U.F., 8^{ème} éd., (janvier) 2020, 456 p.
- COLLET Martin et COLLIN Pierre, *Procédures fiscales*, P.U.F., 4^{ème} éd., (janvier) 2020, 388 p.
- DAMAREY Stéphanie, *L'essentiel des Finances publiques*, Gualino, 8^{ème} éd., (janvier) 2020, 160 p.
- GAULLIER-CAMUS Florent, *La responsabilité financière des gestionnaires publics*, L.G.D.J., coll. Biblio. de finances publiques et fiscalité, tome 69, (janvier) 2020, 504 p., préface J.-F. BRISSON

La responsabilité financière des acteurs de la gestion publique s'appréhende traditionnellement à travers le prisme du principe de séparation des ordonnateurs et des comptables publics. Strictement différenciée entre la responsabilité des comptables devant les juridictions des comptes et la responsabilité des autres gestionnaires publics devant la Cour de discipline budgétaire et financière, son analyse globalisée semble avoir pendant longtemps manqué de pertinence théorique et d'utilité pratique.

Depuis les années 2000, le droit public financier a cependant connu des évolutions majeures notamment avec la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances, la loi du 28 décembre 2011 sur la responsabilité des comptables publics et le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Cette modernisation du cadre juridique de la gestion publique a renouvelé l'approche conceptuelle de la responsabilité financière. Constatant un rapprochement progressif de ceux qui exécutent les opérations financières publiques, de leurs juges, mais aussi des mécanismes du contrôle juridictionnel de l'argent public, la présente recherche se propose de défendre une conception unitaire et autonome de la responsabilité financière. Relevant également certaines incomplétudes du système actuel, l'étude offre des pistes de réflexion pour imaginer la responsabilité financière de demain, celle qui combinera au mieux la bonne utilisation de l'argent public et le respect des exigences démocratiques issues des articles 14 et 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.[présentation de l'éditeur]

- SAOUDI Messaoud, *Fiches de finances sociales*, Ellipses, (janvier) 2020, 206 p.
- ZARKA Jean-Claude, *Fiscalité locale*, Gualino, coll. En poche, (janvier) 2020, 48 p.

Articles

A signaler

- Dossier « Loi de finances pour 2020 » (dossier en 2 parties), *Revue de droit fiscal*, 2020
- Dossier « Le recouvrement », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020
- Dossier « La fraude fiscale. Vers une pénalisation accrue du droit fiscal ? », *Cahiers de droit de l'entreprise*, 2020, n° 1

● ALBERGEL Eve, « Les finances publiques, une question féministe ? », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 283

● ARTIGAS Alexia et BARBIER Pauline, « Les conventions judiciaires d'intérêt public », *Cahiers de droit de l'entreprise*, 2020, n° 1, p. 27 (Dossier « La fraude fiscale. Vers une pénalisation accrue du droit fiscal ? »)

● BAUDU Aurélien, « Le(s) privilège(s) du Trésor (public) : la fin d'un particularisme ou la poursuite d'un renforcement ? », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 129 (Dossier « Le recouvrement »)

● BÉNÉTEAU Jocelyn, « Une fiscalité différenciée en faveur de l'agriculture biologique », in Marie-Luce DEMEESTER et Virginie MERCIER (dir.), *L'agriculture durable. Tome III. Environnement, nutrition et santé*, PUAM, Coll. de l'Institut de Droit des Affaires, 2020, p. 551

● BENOUDIZ Laurent, « L'évaluation d'une SCI par la méthode DCF : tous les flux, rien que les flux ! », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 52

● BERTHELOT Grégory, « Premier bilan du prélèvement à la source après un semestre de mise en œuvre : une entrée en réforme réussie », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 23 (Dossier « Le recouvrement »)

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Taxe d'habitation établie, en raison de l'inoccupation des locaux, au nom d'une indivision successorale : l'obligation de payer d'un indivisaire ne peut excéder ses droits dans l'indivision » (conclusions sur CE, 30 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 126

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039161382&fastReqId=848458416&fastPos=1>

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Remise de pénalités en cas de redressement ou liquidation judiciaire : l'amende pour distributions occultes ne peut être remise que si elle avait été mise en recouvrement avant le jugement d'ouverture » (conclusions sur CE, 30 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 129

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039161371&fastReqId=116221364&fastPos=1>

● BONNAUD Rémy et COIFFARD Jean-Philippe, « L'articulation des procédures pénales et fiscales », *Cahiers de droit de l'entreprise*, 2020, n° 1, p. 32 (Dossier « La fraude fiscale. Vers une pénalisation accrue du droit fiscal ? »)

- BOUVIER Michel, « Le vertige fiscal » (édito), *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. V
- CAZET Safia, « Fiscalité des fonds de pension », *Europe*, 2020, n° 1, p. 28
- CHABANE Lucille et PRIM Béatrice, « Aménagement des crédit d'impôt recherche, crédit d'impôt innovation et crédit d'impôt collection (loi de finances n° 2019-1479, 28 déc. 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 22
- CHAGNEAU Alexandre et GRANGER Paul, « La lutte contre la fraude à la TVA : de nouvelles règles dans le cadre de la digitalisation de l'économie », *Cahiers de droit de l'entreprise*, 2020, n° 1, p. 41 (Dossier « La fraude fiscale. Vers une pénalisation accrue du droit fiscal ? »)
- CHESNEAU Laurent, « Apport-cession et abus de droit : pas de réinvestissement économique en cas d'utilisation des liquidités dégagées par l'opération pour le simple réaménagement des modalités de détention du patrimoine du contribuable » (note sous CE, 10 juillet 2019), *J.C.P., éd. G*, 2020 (16 janvier 2020, n° 3), n° 1021

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038759008&fastReqId=498742364&fastPos=1>

- CHESNEAU Laurent, « La transformation d'un distributeur exclusif en agent commercial peut emporter un transfert de clientèle » (note sous CE, 4 octobre 2019, avec les concl. A. LALLET), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 127

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039210251&fastReqId=613727476&fastPos=1>

- Collectif, Dossier « Assurance vie », *Ingénierie Patrimoniale*, 2020, n° 1
- CYTERMANN Laurent, « Dégrèvement indûment accordé au titre du plafonnement : obligation de recourir à la procédure de reversement sauf si les conditions de la compensation (LPF, art. L. 203) sont remplies » (concl. sur CE, 4 octobre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 58

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039184605&fastReqId=1296459800&fastPos=1>

- CYTERMANN Laurent, « Participation pour non-réalisation d'aires de stationnement : application du délai quinquennal à la prescription d'assiette » (concl. sur CE, 4 octobre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 61

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039184593&fastReqId=729552214&fastPos=1>

- DAMAREY Stéphanie, « Enseigner le droit public financier... », Blog-actu-etudiant.fr de Dalloz (article mis en ligne le 13 janvier 2020) : <https://actu.dalloz-etudiant.fr/le-billet/article/enseigner-le-droit-public-financier/h/a0e1a08b484c3338fdbd8e5fcc5bf510.html>
- DARTOIS Pierrick, « Le système français d'assurance maladie remplit-il efficacement son objectif d'équité », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 289

● DEBOISSY Florence, « 3 questions : Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales des grandes entreprises », *J.C.P., éd. G*, 2020 (30 janvier 2020, n° 5), n° 68

● DEDEURWAERDER Gilles, « Responsabilité fiscale du dirigeant (LPF, art. L. 267) : la cessation des paiements de la société caractérise-t-elle l'impossibilité pour l'Administration de recouvrer l'impôt ? » (note sous Cass. com., 18 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 60 et *J.C.P., éd. G*, 2020 (23 janvier 2020, n° 4), n° 1033

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000039157127&fastReqId=1566209561&fastPos=1>

● DERVILLERS Olivier, « La montée en puissance des URSSAF dans le recouvrement des recettes publiques », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 103 (Dossier « Le recouvrement »)

● DETRAZ Stéphane, « L'apport de la QPC en matière de sanctions fiscales », in Karine FOUCHER (dir.), *L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés*, Paris, Dalloz, coll. Thèmes & Commentaires. Actes, (janvier) 2020, p. 295

● DURON Rémy, « Les principales mesures de la loi de finances pour 2020 relatives à la fiscalité personnelle et patrimoniale », *La revue fiscale du patrimoine*, 2020, n° 1, p. 12

● FERRARI Sébastien, Brèves de jurisprudence, *B.J.C.L.*, 2019, n° 11, p. 809 ; en particulier, « Finances publiques locales », p. 811 (comptabilité publique)

► CE, 13 décembre 2019, *Société SRB Construction* :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039655802&fastReqId=480182578&fastPos=1>

► CE, 8 novembre 2019, *Société civile agricole (SCA) Château L'Arc* :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039357598&fastReqId=1188087280&fastPos=1>

● FERNOUX Pierre, « Plus-values des particuliers : que faire de l'insuffisance du prix d'acquisition ? Variations autour de la notion de revenu disponible » (note sous CE, 27 novembre 2019, avec les concl. A. ILJIC), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 56

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039434375&fastReqId=455126119&fastPos=1>

● FIEVET Rudi, « Loi de finances : 2020, le verre à moitié plein », *Jurisassociation*, 2020, n° 611, p. 36

● FOUQUET Olivier, « TFPB : la valeur locative plancher au terme du crédit-bail protège-t-elle le crédit-preneur ? » (note sous CE, 2 décembre 2019, avec les concl. M.-G. MERLOZ), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 125

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039627783&fastReqId=817602101&fastPos=1>

- FOUQUET Olivier et PERIN-DUREAU Ariane, Chronique « régime fiscal des affaires », *RTDCom*, 2019, n° 4, p. 1029
- FOURNEL Jérôme, « La Direction Générale des Finances Publiques face aux enjeux contemporains » (10 questions à...), *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 173
- FRULEUX François, « Loi de finances pour 2020 et transmissions à titre gratuit : modernisation et changement de méthode », *J.C.P., éd. N*, 2020 (10 janvier 2020, n° 1-2), n° 101
- FRULEUX François, « Suppression de la formalité de l'enregistrement et de certains droits fixes : à propos de l'article 21 de la loi de finances pour 2020 », *J.C.P., éd. N*, 2020 (17 janvier 2020, n° 3), n° 127
- FRULEUX François, « Le bornage temporel des trous noirs fiscaux, ou comment maîtriser (enfin) les niches fiscales », *J.C.P., éd. N*, 2020 (17 janvier 2020, n° 3), n° 129
- GAUTHIER Maxime, « Partenariat et mise en conformité : deux réelles nouveautés », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 223
- GONZALEZ-GHARBI Neyla, « Plus-values immobilières des particuliers-Cession par un acte unique de plusieurs lots de copropriété à un même acquéreur : pas d'exonération si le montant de la transaction excède 15 000 euros », *Construction Urbanisme*, 2020, n° 1, p. 41
- GREVET Alexandre, « Le juge de l'impôt et l'évaluation fiscale des titres non cotés », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 54
- GRUSON Pierre, « Le financement de la dette publique française 2020-2030 : pourquoi émettre des titres à zéro coupon de longue maturité ? », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 187
- GUICHETEAU Christian, « Les exclus du numérique », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 83 (Dossier « Le recouvrement »)
- HABIBOU Nathalie, « La vente à une « société écran » est-elle un obstacle à l'exonération de TVA ? À propos de CJUE, 17 oct. 2019, *Unitel sp. z o.o*, aff. C-653/18 », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 122
 - ▶ Lien vers l'arrêt :
<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=219245&pageIndex=0&doclang=FR&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=3934937>
- HASTINGS-MARCHADIER Antoinette, « Le budget de la justice pénale et la loi de finances pour 2020 », *AJ Pénal*, 2020, n° 1, p. 43
- HOMO Benjamin, VERGNET Nicolas et VIDEAU Julia, « Loi de finances pour 2020. Quels changements pour les entreprises ? », *J.C.P., éd. G*, 2020 (9 janvier 2020, n° 1-2), n° 1005
- HERTZOG Robert, « Réforme des taxes foncières en France et en Allemagne : différences de cultures juridiques et de pratiques politiques », *La Lettre de la SFFP*, janvier 2020, n° 7, p. 8
- HOUSER Matthieu, « Loi de finances pour 2020 : acte I d'une nouvelle ère financière pour les collectivités », *A.J.C.T.*, 2020, n° 1, p. 32
- JAMBORT Sébastien, « Précisions sur l'application de l'article L. 267 du LPF », *Revue des sociétés*, 2020, n° 1, p. 51

● JOUNO Thurian et LEMAIRE Olivier, « Jurisprudence des cours administratives d'appel », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 122

● JOZEFOWICZ Henri, « La méconnaissance par un candidat de bonne foi du délai impératif du dépôt du compte de campagne peut-elle être justifiée par une erreur commise se part dans le décompte ainsi que par l'inexpérience de son mandataire financier ? » (note sous CE, 12 septembre 2019, M. Calméjane, avec les concl. E. CORTOT-BOUCHER), *B.J.C.L.*, 2019, n° 11, p.795

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039088685&fastReqId=1972017633&fastPos=1>

● KERNÉIS-CARDINET Mathilde, « Définition des recettes publiques et gestion de fait », *J.C.P.*, éd. A, 2020 (13 janvier 2020, n° 2), n° 2007

● LALLOZ Christopher, COIFFARD Jean-Philippe et SEVILLA Chloé, « L'encadrement du cumul des sanction fiscale et pénale », *Cahiers de droit de l'entreprise*, 2020, n° 1, p. 36 (Dossier « La fraude fiscale. Vers une pénalisation accrue du droit fiscal ? »)

● LAMIAUX Serges, « La renonciation à succession et l'abus de droit fiscal : opter n'est pas tromper », *Répertoire du Notariat Defrénois*, 2020, n° 1-2, p. 37

● LAMULLE Thierry, « L'activité d'EHPAD exercée par un établissement public local est assujettie à la TVA (note sous TA Caen, 6 novembre 2019 et CE, avis, 12 avril 2019, avec les concl. E. BOKDAM-TOGNETTI), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 124

► Lien vers l'avis :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038379556&fastReqId=1916644735&fastPos=1>

● LAMURE Charlotte, « Les poursuites pénales en matière de fraude à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : réflexion autour des délits d'escroquerie et de fraude fiscale », *RTDCom*, 2019, n° 4, p. 829

● LANNEAU Régis, « La consécration d'une certaine conception de la gratuité dans l'enseignement supérieur », *Dr. adm.*, 2020, n° 1, p. 34

● LAROSIÈRE Jacques (de), « La dette publique : quels enjeux ? », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 211

● LAUMONIER Alexandre, « La notion d'activité occulte : de la loi fiscale à la jurisprudence », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 53

● LE QUANG Thuan, « Une réforme fiscale pour la croissance verte et un développement durable au Vietnam », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 273

● LEROY Marc, « La décision budgétaire des collectivités locales en France : Quelle démocratie dans le contexte européen de la crise de 2008 » », *Politique et Sociétés* (Canada), vol. 39, n° 1, 2020, p. 119

● LEVOYER Loïc, « Les régions françaises après fusion : quelle autonomie financière ? » in Pascal CHAUCHEFOIN (dir.), *Nouvelles régions et métropoles. La grande transformation ?*, Presses universitaires de Rennes, 2020, p. 64

● LEVOYER Loïc, « Vieillesse et décentralisation en France, aspects financiers », in Emmanuel AUBIN, Eri KASAGI, Loïc LEVOYER, Tetsushi SAITO (dir.), *Les conséquences juridiques et sociales du vieillissement : regards croisés en France et au Japon*, Presses universitaires juridiques de Poitiers-LGDJ, 2020, p. 129

● LUCKY Jeremy, « Le « Revenu universel d'activité » : un projet de réforme ambitieux qui suscite beaucoup d'interrogations », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 301

● LUZUY Antonin, COCHEREAU Marie et BATÔT Emilien, « Vers l'égalité de rémunération entre les fonctionnaires et les agents contractuels ? » (note sous CJUE, 20 juin 2019), *AJ Fonctions publiques*, 2020, n° 1, p. 36

► Lien vers l'arrêt :

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=215250&pageIndex=0&doclang=fr&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=3935183>

● MAGNANT Antoine, Avant-propos au Dossier « Le recouvrement », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 3

● MAUBERT Robin, « Clarification du périmètre de l'exonération de TVA applicable à la gestion de fonds (L. n° 2019-1479, 28 déc. 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 85

● MAUPAS Didier, « Argent public, comptable public ? », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 9 (Dossier « Le recouvrement »)

● MICHEL Marc, « Dirigeants prenant leur retraite : précisions sur les conditions de l'abattement sur plus-values », *La revue fiscale du patrimoine*, 2020, n° 1, p. 29

● MILLER Gilles, « Le recouvrement des recettes publiques en France est-il efficace ? L'analyse de la Cour des comptes », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 147 (Dossier « Le recouvrement »)

● NICOLAZO DE BARMON Marie-Astrid, « Paiement d'une prestation compensatoire sous forme de rentes et d'un capital : renvoi d'une QPC sur le traitement fiscal de la partie en capital versée dans une période inférieure à 12 mois » (concl. sur CE, 15 novembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 59

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039400797&fastReqId=555344261&fastPos=1>

● ORSONI Gilbert, « 100,4 % », *La Lettre de la SFFP*, janvier 2020, n° 7, p. 11

● PACCIANUS Alain, « Le prélèvement à la source vu par un comptable public », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 37 (Dossier « Le recouvrement »)

● PANDO Annabelle, « Fraude aux prélèvements obligatoires : la Cour des comptes épingle Bercy », *L.P.A.*, 2020, n° 5 (7 janvier 2020), p. 3

● PANDO Annabelle, « Revue des QPC fiscales », *L.P.A.*, 2020, n° 16 (22 janvier 2020), p. 6

● PANDO Annabelle, « Impôt sur le revenu : le mariage ne profite pas à tous les couples », *L.P.A.*, 2020, n° 13 (17 janvier 2020), p. 4

● PELLAS Raphaël, « Le recouvrement des taxes affectées », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 89 (Dossier « Le recouvrement »)

● PÉRIN-DUREAU Ariane, « Instauration de la taxe sur les services numériques », *Communication Commerce Electronique*, 2020, n° 1, p. 7

- PERROTIN Frédérique, « Quelle réforme mondiale de l'impôt sur les sociétés ? », *L.P.A.*, 2020, n° 3 (3 janvier 2020), p. 4
- PERROTIN Frédérique, « Evasion fiscale internationale : des résultats probants », *L.P.A.*, 2020, n° 9 (13 janvier 2020), p. 9
- PERROTIN Frédérique, « Le délicat chiffrage de la fraude fiscale », *L.P.A.*, 2020, n° 18 (24 janvier 2020), p. 5
- PERROTIN Frédérique, « Bercy communique sur les résultats de la lutte contre la fraude fiscale », *L.P.A.*, 2020, n° 14 (20 janvier 2020), p. 4
- PEZET Fabrice, « Mise en conformité avec le droit de l'Union européenne des retenues et prélèvements à la source (L. fin. n° 2019-1479, 28 déc. 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 16
- PEZET Fabrice, « Plafonnement des charges financières nettes : extension de la « clause de sauvegarde » aux « entreprises autonomes » (L. fin. n° 2019-1479, 28 déc. 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 27
- QUILICI Sandrine, « 2020 : année de réforme des droits de succession ? », *Ingénierie Patrimoniale*, 2020, n° 1
- PORTAL Eric, « Analyse qualitative de l'offre de financement désintermédiée proposée aux collectivités locales », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 257
- RAHMOUN Sarah et VIDEAU Julia, « La responsabilité des conseils fiscaux », *Cahiers de droit de l'entreprise*, 2020, n° 1, p. 23 (Dossier « La fraude fiscale. Vers une pénalisation accrue du droit fiscal ? »)
- RAVEL D'ESCLAPON Thibault (de), « Manipulation de cours et obligations souveraines », *RTDCom*, 2019, n° 4, p. 950
- RENY Jean-Charles, « Aménagement du régime d'imposition des produits de cession ou concession de titres de propriété industrielle (L. fin. n° 2019-1479, 28 déc. 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 20
- *Revue Africaine de Finances Publiques (RAFiP)*, n° 5, 2019 est paru en janvier ; l'intégralité de ce numéro au format PDF a été transmis à tous membres et contacts de la SFFP
- *Revue de droit fiscal*, Dossier « Loi de finances pour 2020 », 1^{ère} (comm. 1 à 27) et 2^{de} (comm. 62 à 86) parties [les comm. signés par l'auteur sont signalés (●) dans cette rubrique « Articles »]
- SAINT-MARTIN Laurent, « La confiance : une importance particulière dans le cas des entreprises », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 233
- SPINAT Emmanuel, GALVEZ Muriel et BACCARINI Gaetane, « Le service facturier Ville de Paris / Direction régionale d'Île-de-France et de Paris, une innovation au service de l'efficacité du secteur public local », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 243
- STÉPHAN Alain, « Le Conseil constitutionnel définit l'objet du jugement des comptes : non la réparation d'un préjudice, mais la régularité des comptes publics », *Dr. adm.*, 2020, n° 1, p. 26
- THOMAS Etienne, « Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (oct./déc. 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 55

● TINLOT Guillaume, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu : quelles évolutions du rôle de l'employeur public ? Le cas de la Ville de Paris », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 53 (Dossier « Le recouvrement »)

● TORET Matthieu et BRUNETTI Ellena, « Instauration d'un suramortissement en faveur de certaines entreprises utilisatrices d'engins fonctionnant avec des énergies alternatives au GNR (L. n° 2019-1479, 28 déc. 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 73

● TORET Matthieu et BRUNETTI Ellena, « Instauration d'un sur amortissement en faveur d'entreprises distribuant du GNR (L. n° 2019-1479, 28 déc. 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 74

● TURFAIT Lauren et GARDETTE Alexandre, « La réforme du recouvrement fiscal et social, une transformation publique d'envergure », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 161 (Dossier « Le recouvrement »)

● VERGNET Nicolas, « La fraude fiscale. Vers une pénalisation accrue du droit fiscal ? », *Cahiers de droit de l'entreprise*, 2020, n° 1, p. 21 (Dossier « La fraude fiscale. Vers une pénalisation accrue du droit fiscal ? »)

● VERGNET Nicolas et BARBIER Pauline, « Transposition de la directive ATAD 2 relative à la lutte contre les dispositifs hybrides (L. fin. n° 2019-1479, 28 déc. 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 26

● VICTOR Romain, « Prélèvements sociaux sur les plus-values immobilières des non-résidents : confirmation que l'arrêt de *Ruyter* ne fait pas obstacle au prélèvement de solidarité affecté au budget de l'Etat (concl. sur CE, 20 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 57

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039120992&fastReqId=586061309&fastPos=1>

● VIÉ Jean-Marc, « La flagrance fiscale en matière de TVA » (note sous CE, 24 avril 2019, avec les concl. M.-G. MERLOZ), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 128

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038411745&fastReqId=1444099619&fastPos=1>

● VIESSANT Céline, « L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés du contribuable », in Karine FOUCHER (dir.), *L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés*, Paris, Dalloz, coll. Thèmes & Commentaires, 2020, p. 271

● WOLF Marc, « Le prélèvement à la source de l'IR 2018 : un aboutissement ou une étape ? », *R.F.F.P.*, n° 149, 2020, p. 69 (Dossier « Le recouvrement »)

● WOLF Marc, « Fraude TVA : réformer le régime intra-UE ou le modèle déclaratif » (blog de Marc Wolf, article mis en ligne le 31 janvier 2020) :

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2020/01/31/fraude-tva-reformer-le-regime-intra-ue-ou-le-modele-declaratif>

Dans le prolongement de textes précédemment publiés sur la plate-forme Alternative économique relatifs à la consolidation du système TVA, cette chronique explore les perspectives offertes par les technologies numériques à l'appui d'une refonte du régime applicable aux échanges intra-UE versus un renforcement des procédures déclaratives.

► **Rapports, référés et observations définitives récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en janvier 2020) :

* L'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (référé, mis en ligne le 15 janvier 2020) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/documents/51196>

INFO : « *A compter du 31 janvier et jusqu'à la nomination en conseil des ministres d'un nouveau Premier président, Sophie Moati, présidente de la 3e chambre de la Cour, assure, en sa qualité de doyenne des présidents de chambre et en application du code des juridictions financières, l'intérim des fonctions de Premier président* » (Cour des comptes, 31 janvier 2020).

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en janvier 2020) :

« *Le 1er janvier, Mme Joëlle Elvinger et M. François-Roger Cazala ont pris leurs fonctions en tant que nouveaux membres luxembourgeois et français, respectivement, de la Cour des comptes européenne.*

(...)

M. Cazala a également été nommé membre de la Cour pour la période allant du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2025. Il remplace Mme Danièle Lamarque, la membre française sortante. M. Cazala a exercé différentes fonctions au sein de la Cour des comptes française, notamment, plus récemment, celles de conseiller maître à la première chambre et de président de la section du développement économique et du secteur financier public. Il a également été vice-président du comité des commissaires aux comptes du Mécanisme européen de stabilité.

Le collège des membres de la Cour des comptes européenne se réunira prochainement, sous la présidence de M. Klaus-Heiner Lehne, afin d'établir les responsabilités exactes de Mme Elvinger et de M. Cazala. Ils seront ensuite invités à prêter serment devant la Cour de justice de l'Union européenne. Un organigramme actualisé, ainsi que le curriculum vitae et la déclaration d'intérêts des deux nouveaux membres, seront publiés sur le site internet de la Cour des comptes européenne.

Désignés par leurs autorités nationales respectives, les membres de la Cour sont nommés par le Conseil de l'Union européenne, après consultation du Parlement européen. Leur mandat est renouvelable.

Composée de 28 membres (un par État membre), la Cour des comptes européenne agit en collège. Conformément aux dispositions du traité, les membres exercent leurs fonctions en pleine indépendance et dans l'intérêt général de l'Union européenne » (Cour des comptes européenne, 6 janvier 2020).

* *Journal*, 2020, n° 1, dossier « BIG DATA & digital audit » :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/JOURNAL20_01/JOURNAL20_01.pdf

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne au mois de janvier 2020) :

Assemblée nationale

* Rapport de la commission des affaires sociales sur la proposition de résolution de M. Jean-Christophe Lagarde et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les fraudes aux prestations sociales (2485). (M. Pascal Brindeau)

[https://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r2554/\(index\)/rapports](https://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r2554/(index)/rapports)

Sénat

* Rapport n° 258 (2019-2020) de M. Vincent Delahaye, sur projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre la France et le Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu
<http://www.senat.fr/rap/119-258/119-2581.pdf>

► **Parlement européen** (*pour mémoire*)

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** aux mois de janvier 2020 :

* Article introuvable de Emmanuel GLIMET, « La comptabilité patrimoniale de l'Etat : une image fidèle », *R.F.F.P.*, n° 40, 1992 (mis en ligne le 31 janvier 2020) :
<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-emmanuel-glimet-la-comptabilite-patrimoniale-de-letat-une-image-fidele-in-rffp-ndegree40-1992>

* Article introuvable de Luc SAIDJ, « L'évolution de la comptabilité publique locale », *R.F.F.P.*, n° 38, 1992 (mis en ligne le 22 janvier 2020) :
<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-luc-saidj-levolution-de-la-comptabilite-publique-locale-in-rffp-ndegree-38-1992>

* Article introuvable de Jean Pierre SUEUR, « Les relations financières de l'Etat » », *R.F.F.P.*, n° 38, 1992 (mis en ligne le 15 janvier 2020) :
<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-jean-pierre-sueur-les-relations-financieres-de-letat-in-rffp-ndegree-38-1992>

* Article introuvable de Jacques Sylvain KLEIN, « Réussir la réforme des impôts locaux », *R.F.F.P.*, n° 38, 1992 (mis en ligne le 9 janvier 2020) :
<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-jacques-sylvain-klein-reussir-la-reforme-des-impots-locaux-in-rffp-ndegree-38-1992>

► Ouvrage(s) intéressant les finances publiques mis en ligne en janvier 2020 sur le site **Gallica** ou via ce site :

* Mathias André et Antoine Sireyjol, *Imposition des couples et des familles : effets budgétaires et redistributifs de l'impôt sur le revenu*, INSEE, 2019, 55 p. (mis en ligne le 17 janvier 2020) :
<http://www.epsilon.insee.fr/jspui/bitstream/1/111885/1/g1910.pdf>

► **Divers** :

OCDE :

Coopération pour le développement 2019 : Un avenir plus juste, plus vert et plus sûr, janvier 2020, 164 p. :
<https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/71a10470-fr.pdf?expires=1580560729&id=id&accname=guest&checksum=3C5DA07BB65B7165F9C7957E5F92E1AD>

FMI :

* *Perspectives de l'économie mondiale*, janvier 2020 :

<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/01/20/weo-update-january2020>

* *Finances & Développement*, décembre 2019 :

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2019/12/pdf/fd1219f.pdf>

Banque de France et BCE :

* *Le Bulletin de la Banque de France*, n° 227 : article 5, La situation des entreprises en France en 2018 : les PME tirent leur épingle du jeu (publié le 30 janvier 2020) :

<https://publications.banque-france.fr/la-situation-des-entreprises-en-france-en-2018-les-pme-tirent-leur-epingle-du-jeu>

* *Documents de travail* de la Banque de France, n° 752 : Les effets de la politique budgétaire sur le taux de change réel et l'inflation : une remise en question (publié le 24 janvier 2020) :

<https://publications.banque-france.fr/les-effets-de-la-politique-budgetaire-sur-le-taux-de-change-reel-et-linflation-une-remise-en>

* *Documents de travail* de la Banque de France, n° 747 : Demande de Liquidités Publiques et Indépendance de la Banque Centrale (publié le 13 janvier 2020) :

<https://publications.banque-france.fr/demande-de-liquidites-publiques-et-independance-de-la-banque-centrale>

* *Le Bulletin de la Banque de France*, n° 227 : article 1, Le patrimoine économique national en 2018 (publié le 9 janvier 2020) :

<https://publications.banque-france.fr/le-patrimoine-economique-national-en-2018>

AFT :

* *Bulletin mensuel*, n° 356, janvier 2020

https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2020/356_Bulletin%20mensuel%20janvier%202020.pdf

Publication de la SFFP

Pour tout contact : sffpmail@gmail.com



@SFFP2017

Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel de *La Lettre* de la SFFP

ISSN : 2608-5690